

3^e année licence droit
Cours de A à K

SYSTEME JURIDIQUE DE L'UE

Durée de l'épreuve : 1 heure.



Les étudiants traiteront **deux questions** parmi les trois proposées :

- La portée des traités constitutifs
- Les décisions de l'article 288 TFUE
- Les arrêts en manquement

Document autorisé : NEANT.

3^e année licence droit
Cours de L à Z**SYSTEME JURIDIQUE DE L'UE**

SUJET SUR 4 PAGES

Durée de l'épreuve : 1 heure.

Document autorisé : NEANT.

Chacune des vingt questions ci-dessous vaut, si correctement répondue, un point. Pour que le point soit acquis, il faut que l'étudiant noircisse les affirmations fausses que comporte éventuellement chacune de ces questions. Il se peut qu'une ou deux ou toutes les trois affirmations soient fausses. Il n'y a pas de points négatifs.

- Laquelle ou lesquelles de ces affirmations est (sont) fausse(s) ? Noircissez les réponses fausses.
 - La Conférence intergouvernementale ne peut adopter un traité de révision sans l'accord de la Convention
 - Seul un traité de révision adopté par une Conférence intergouvernementale peut réduire les compétences de l'Union
 - Seul un traité de révision adopté par une Conférence intergouvernementale peut réviser le droit primaire de l'Union
- Laquelle ou lesquelles de ces affirmations est (sont) fausse(s) ? Noircissez les réponses fausses.
 - Les directives au sens de l'article 218 TFUE doivent être transposées dans un délai raisonnable
 - Les directives au sens de l'article 218 TFUE sont adoptées uniquement par le Conseil
 - Les directives au sens de l'article 218 TFUE doivent être approuvées par le Parlement européen
- Laquelle ou lesquelles de ces affirmations est (sont) fausse(s) ? Noircissez les réponses fausses.
 - Une directive au sens de l'article 288 TFUE ne peut être adressée à une institution de l'Union
 - Une directive au sens de l'article 288 TFUE peut être adressée à un seul État membre
 - Les directives au sens de l'article 288 TFUE peuvent être adressées à des entreprises sidérurgiques ou charbonnières

- Laquelle ou lesquelles de ces affirmations est (sont) fausse(s) ? Noircissez les réponses fausses.
 - Un avis de la Cour de justice au sens de l'article 218 TFUE est de nature consultative
 - Un avis de la Cour de justice au sens de l'article 218 TFUE ne peut être sollicité par le Conseil européen
 - Un avis de la Cour de justice au sens de l'article 218 TFUE ne peut être sollicité par la Banque centrale européenne que si une affaire monétaire est concernée
- Laquelle ou lesquelles de ces affirmations est (sont) fausse(s) ? Noircissez les réponses fausses.
 - Un acte délégué est un acte qui émane du Conseil sur proposition de la Commission
 - Un acte délégué est un acte qui délègue compétence aux États membres
 - Un acte délégué est un acte qui délègue compétence au Comité des régions
- Laquelle ou lesquelles de ces affirmations est (sont) fausse(s) ? Noircissez les réponses fausses.
 - L'arrêt *Nederlandse Spoorwegen* est le premier à avoir admis l'invocabilité verticale d'une directive non transposée
 - L'arrêt *van Gend en Loos* est le premier à avoir imposé le principe de la primauté du droit de l'Union sur le droit national contraire
 - L'arrêt *Internationale Handelsgesellschaft* énonce ce que l'on appelle la jurisprudence « Solange » de la Cour constitutionnelle allemande
- Laquelle ou lesquelles de ces affirmations est (sont) fausse(s) ? Noircissez les réponses fausses.
 - Le principe de subsidiarité ne concerne pas les compétences exclusives de l'Union
 - Le principe de subsidiarité concerne les compétences partagées entre l'Union et ses États membres
 - Le principe de subsidiarité est un principe général du droit de l'Union européenne
- Laquelle ou lesquelles de ces affirmations est (sont) fausse(s) ? Noircissez les réponses fausses.
 - La Convention au sens de l'article 48 TUE est composée des chefs d'État ou de gouvernement
 - La Convention au sens de l'article 48 TUE adresse à la Conférence intergouvernementale des directives
 - La Convention au sens de l'article 48 TUE adopte ses directives à l'unanimité
- Laquelle ou lesquelles de ces affirmations est (sont) fausse(s) ? Noircissez les réponses fausses.
 - La Bulgarie fait partie de l'espace Schengen
 - La Pologne fait partie de l'espace Schengen
 - La Principauté de Monaco fait partie de l'espace Schengen

10. Laquelle ou lesquelles de ces affirmations est (sont) fausse(s) ? Noircissez les réponses fausses.

- A. Un règlement au sens de l'article 288 TFUE lie ceux qui en sont les destinataires
- B. Un règlement au sens de l'article 288 TFUE ne peut être exécuté par des actes délégués
- C. Un règlement au sens de l'article 288 TFUE n'est pas concerné par le principe de subsidiarité

11. Laquelle ou lesquelles de ces affirmations est (sont) fausse(s) ? Noircissez les réponses fausses.

- A. L'Union européenne ne peut devenir membre d'une autre organisation internationale
- B. L'Union européenne n'est pas membre des Nations Unies
- C. L'Union européenne n'est pas membre du Conseil de l'Europe

12. Laquelle ou lesquelles de ces affirmations est (sont) fausse(s) ? Noircissez les réponses fausses.

- A. Une directive non transposée ne peut être invoquée à l'encontre d'une collectivité territoriale
- B. Une directive non transposée ne peut être invoquée à l'encontre d'un établissement public
- C. Une directive non transposée ne peut être invoquée à l'encontre d'une entreprise privée

13. Laquelle ou lesquelles de ces affirmations est (sont) fausse(s) ? Noircissez les réponses fausses.

- A. Dans le cadre de la révision ordinaire des traités, la Banque centrale européenne possède un droit d'initiative
- B. Dans le cadre de la révision ordinaire des traités, le Conseil européen possède un droit d'initiative
- C. Dans le cadre de la révision ordinaire des traités, n'importe quel État membre possède un droit d'initiative

14. Laquelle ou lesquelles de ces affirmations est (sont) fausse(s) ? Noircissez les réponses fausses.

- A. La jurisprudence *Van Duyn* concerne, pour l'essentiel, l'invocabilité horizontale des directives
- B. L'invocabilité horizontale des directives est au centre des contestations dans l'affaire *Frankovich*
- C. L'invocabilité horizontale des directives est au centre des contestations dans l'affaire *Facini Dori*

15. Laquelle ou lesquelles de ces affirmations est (sont) fausse(s) ? Noircissez les réponses fausses.

- A. Le Comité des régions est un requérant semi-privilegié dans le cadre du recours en annulation
- B. La Cour des comptes est un requérant semi-privilegié dans le cadre du recours en annulation
- C. Le Parlement européen est un requérant semi-privilegié dans le cadre du recours en annulation

16. Laquelle ou lesquelles de ces affirmations est (sont) fausse(s) ? Noircissez les réponses fausses.

- A. La Cour de justice peut annuler une recommandation de la Commission
- B. La Cour de justice peut annuler une directive du Conseil
- C. La Cour de justice peut annuler un accord international conclu par l'Union

17. Laquelle ou lesquelles de ces affirmations est (sont) fausse(s) ? Noircissez les réponses fausses.

- A. La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne a la même valeur juridique que le TFUE
- B. Les dispositions de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne n'étendent en aucune manière les compétences de l'Union telles que définies dans les traités
- C. La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne prime sur le traité EURATOM.

18. Laquelle ou lesquelles de ces affirmations est (sont) fausse(s) ? Noircissez les réponses fausses.

- A. Une recommandation au sens de l'article 288 TFUE ne peut faire l'objet d'un recours en annulation
- B. Le Comité économique et social ne peut adopter de recommandations au sens de l'article 288 TFUE
- C. La Banque centrale européenne ne peut pas adopter des recommandations au sens de l'article 288 TFUE

19. Laquelle ou lesquelles de ces affirmations est (sont) fausse(s) ? Noircissez les réponses fausses.

- A. En France, la transposition d'une directive ne peut se faire par un décret du Président de la République
- B. En France, la transposition d'une directive peut se faire par un décret du Premier ministre
- C. En France, la transposition d'une directive peut se faire par une ordonnance

20. Laquelle ou lesquelles de ces affirmations est (sont) fausse(s) ? Noircissez les réponses fausses.

- A. Un recours en carence peut viser à faire condamner pour non-transposition illégale d'une directive
- B. Seule la Commission peut intenter un recours en carence
- C. Un particulier ou une entreprise ne peut être condamné pour carence